

RETROUVEZ LA TOTALITÉ DES ARTICLES SUR :

<http://www.academie-gaullisme.fr/> COURRIEL : acadgaul1@free.fr

**N'oubliez pas votre cotisation
et votre abonnement 2012. Merci.**

LES ATRIDES

« La liberté pour quoi faire ? »

par Luc BEYER DE RYKE



On se souvient du titre provocateur de Bernanos. Ne pourrais-t-on pas le paraphraser en l'adressant au Parti

Socialiste. « *Le pouvoir pour quoi faire ?* »

C'est ce qu'implicitement Jacques Julliard fait en évoquant dans *Marianne* ce que deux auteurs, Alain Bergougnieux et Gérard Grunberg, ont appelé « *le long remords du pouvoir* ». Un sentiment, « *un refus quasi janséniste* » étrangement exprimé par Léon Blum en 1942 devant les juges indignes du procès de Riom. « *Je n'ai jamais cherché le pouvoir, que j'ai même mis à m'en écarter autant d'application et de soin que d'autres pouvaient mettre à s'en rapprocher, et que j'en ai détourné mon parti aussi longtemps que cela m'aura été possible.* »

Suite page 2

FORCE, COURAGE ET SAGESSE

par Georges AIMÉ

« *J'aimerais avoir la force de changer ce que je peux changer,
le courage d'accepter ce que je ne peux pas changer
et la sagesse de distinguer les deux.* »

Marc-Aurèle



Cet aphorisme attribué à Marc Aurèle devenu empereur est aussi la prière des *Alcooliques anonymes*. La France

n'est-elle pas semblable à un bateau ivre sans capitaine et sans véritable équipage, incapable de tenir un cap et de s'y tenir, tirant bord sur bord pour nulle part accoster Cette phrase devrait être le *Credo* de nos dirigeants politiques et, en particulier, de celle ou de celui qui aura la charge de conduire le destin de la France à partir de mai 2012. Choisi par le peuple il reviendra à ce représentant la responsabilité de susciter chez nos concitoyens ces trois vertus en tenant un discours de vérité et non des promesses inconsidérées qui, au final, démotivent et favorisent le repli sur l'égoïsme individuel.

Nous avons donc le devoir et le droit d'exiger de la part de tous les candidats un discours clair et un programme ne laissant pas de place à toutes les interprétations, aux propos abscons et à la non-responsabilité pour cause extérieure.

La dichotomie gauche/droite n'a plus grande signification, si ce n'est pour les nostalgiques de la lutte de classes et les tenants de l'ultra-libéralisme ;

ces systèmes ont prouvé leur nocivité. Nous sommes à un tournant de notre Histoire et nous avons la responsabilité collective de chercher et de trouver ce qui nous rassemble et non ce qui nous divise.

La bipolarisation de la vie politique, non contrôlée par le référendum, amène les électeurs qui ne s'inscrivent pas dans cet *UMPS* oligarchique à n'avoir d'autre choix que de déplorer cet état de fait faute de moyen de reconnaissance. La seule expression qui leur reste est le bulletin qu'ils vont glisser dans l'urne lors du premier tour... quoi que là aussi il faille relativiser. Le chantage fait auprès des élus des petites communes (34.000 de moins de 2.000 habitants) par d'autres élus, ou non élus, détenteurs du pouvoir de distribution de l'indispensable subvention est un de aspects les moins glorieux de notre démocratie (comme l'est celui évoqué ci-dessus de la non reconnaissance du vote blanc).

Quant au second tour, à chacun de se déterminer mais il faut se garder de toute simplification consistant à faire accroire à un choix binaire. N'oubliez pas que les élections législatives suivent ...

Suite page 2

Sommaire

Pages	
1, 2	Luc BEYER DE RYKE
1, 2	Georges AIMÉ
3 à 6	Pierre CHASTANIER
7 à 10	Paul KLOBOUKOFF
11	Luc BEYER DE RYKE
12, 13	Christine ALFARGE
14	DÎNERS-DÉBATS

LES ATRIDES..(SUITE)

Surprenante déclaration d'un homme de scrupule et de qualité, esthète et intellectuel proche de la *Revue Blanche* plus qu'animal politique et homme de décision. La non-intervention lors de la guerre d'Espagne a dit sa prudence faite d'indécision.

Ce sont les caractéristiques qui lui étaient propres mais aussi à son parti.

Opportunément Julliard rappelle l'opposition au régime présidentiel qui poussa Guy Mollet, par principe à ne pas présenter de candidat socialiste et reporter sa faveur sur ... Antoine Pinay. « *Je n'ai pas sauvé la France pour la remettre à ce Monsieur Pinay !* » laissait tomber, altier, le Général de Gaulle. Il fallut François Mitterrand pour crier au « *coup d'état permanent* » ... et se glisser, une fois élu, dans les habits du Général.

Aujourd'hui le PS serait-il revenu à ses « *remords* » et à son mal-être du pouvoir ? S'agirait-il d'un retour à un inconscient collectif ? Ou davantage le comportement d'une meute désordonnée, sans chef qui, à défaut d'Akela, se disperse, se parcelle, se déchire entre prétendants. Chacun y va de son coup de croc. Un lambeau de chair par ci, une touffe de poils par là.

Ce n'est pas qu'il n'y ait aucune unité. Lors de la candidature de Ségolène Royal, dans les rangs du PS, on mis beaucoup d'ardeur à la faire trébucher. Enfin, on y réussit et Nicolas Sarkozy fut élu.

Le même scénario paraît se dérouler. Ségolène, elle, n'est plus sur le devant de la scène. Elle a séché ses larmes et aspire au perchoir de l'Assemblée nationale.

C'est au tour de son ancien compagnon François Hollande de gravir les pentes du Golgotha. Avec les encouragements d'un Corrèzien, aujourd'hui bien affaibli, Jacques Chirac. Avec le soutien hypocrite de ses « amis » politiques.

L'Élysée ou Matignon ?

Après avoir en exergue cité Bernanos j'aurai recours au titre de cette amusante série télévisée inspirée d'Agatha Christie « *Petits meurtres entre amis* ».

À tel point que la rumeur naît, court, se répand. Et si le PS se satisfaisait de perdre les présidentielles pour gagner les législatives. ! Exit alors François Hollande pour un Premier ministre de cohabitation. Nous vous laissons mettre un nom sur l'aspirant ou l'aspirante à ce « *sacrifice* ». Si tel devait être le calcul il pourrait s'avérer une erreur mathématique. C'est Lionel Jospin qui a voulu que les législatives suivent les présidentielles. Jusqu'ici qui gagne les premières voit ses amis emporter les secondes dans la foulée.

Merveilleusement secondé par la stratégie et les haines des Atrides socialistes l'improbable peut ne pas se révéler impossible. Nicolas II pourrait succéder à Nicolas I^{er}. À moins que la détestation dont il est entouré soit si forte que François Hollande soit élu par défaut contre une Marie Le Pen largement sous-évaluée dans les sondages. Auquel cas nous aurions une France unicolore, rose à l'Élysée, à Matignon, dans les régions. L'occupation sans partage du pouvoir est rarement bénéfique. Qu'elle que soit la famille politique qui la détient.

Bonne année... quand même

Ce qui ne m'empêche pas de vous souhaiter à toutes et à tous une année heureuse même si l'avenir politique paraît incertain. Nous nous efforcerons d'y faire entendre notre voix nous souvenant qu'avec le Téméraire « *il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer* ». ■

FORCE, COURAGE ET SAGESSE...(SUITE)

Cette démocratie dont tous les candidats se gaussent en est-elle encore une au sens où l'entendaient les Grecs ?

Cette souveraineté du peuple existe-t-elle encore quand les représentants de ce dernier le trahissent et vont ratifier à Versailles un traité rejeté. La formule d'Abraham Lincoln, la démocratie est « *le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* », reprise, en introduction, dans la Constitution de 1958, devrait être complétée par « *et le représentant du peuple a l'obligation de respecter les choix de ce dernier* ». Oui, je sais il n'y a pas en droit français de mandat impératif... faut-il alors s'étonner du fossé qui s'élargit entre élus et électeurs ?

Ayons la force de retrouver par le travail, l'humilité de l'action efficace. Pour cela participons activement au débat politique.

Ayons le courage de nous affronter au réel en ne nous contentons pas des apparences. Pour cela impliquons-nous dans le débat politique.

Ayons la sagesse d'élargir notre champ de vision en nous extirpant des simplifications sécurisantes. Pour cela faisons entendre nos voix.

Bonne année 2012;
heureuse année 2012;
efficace année 2012 ! ■

LE TEMPS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EST SANS DOUTE DÉPASSÉ

par Pierre CHASTANIER



Au moment où quelques nostalgiques de la social-démocratie espèrent encore réformer, tout en maintenant un système qui prétend donner le pouvoir au peuple, il est temps de s'interroger sur le type de régime qui pourrait aujourd'hui convenir à un monde au bord du gouffre incapable de régler avec humanité les problèmes de notre société.

L'ultra capitalisme triomphant, la loi du marché, l'individualisme forcené, l'égoïsme des nantis, la mondialisation irresponsable, l'absence de réelle gouvernance onusienne, la crise, mot commode pour masquer nos incapacités, l'épuisement prévisible des ressources de la planète, l'incurie des États dont les dettes deviennent si ingérables qu'elles finiront par faire disparaître l'épargne des classes moyennes, l'incivilité généralisée, les flux migratoires incontrôlés, les nouvelles pandémies, le chômage, la guerre sont sur un des plateaux de la balance.

La science, l'innovation, le brassage intellectuel, social et humain, la volonté de survivre, l'amour, l'humanisme, l'entraide, la coopération, suffiront-ils sur l'autre à sauver notre espèce lui permettant de poursuivre sa route évolutive vers un avenir incertain ?

Le temps du gouvernement des Sages est-il advenu ? Depuis Pythagore, on sait à quel point il est plus facile d'instaurer une dictature, qu'elle soit violente ou plus subtile, que de rassembler aux commandes de l'État, des hommes et des femmes totalement désintéressés, uniquement soucieux du bien public, capables pour une brève période de consacrer leur vie au service de l'intérêt général sans attendre une quelconque récompense puis de passer la main à d'autres également désintéressés pour éviter tout risque d'imposer une oligarchie qui immanquablement voudrait protéger ses privilèges.

Notre système actuel de monarchie républicaine,

instauré par le scrutin majoritaire à deux tours qui a durablement installé la bipolarisation dans le paysage politique français, bipolarisation aggravée par la concomitance récente des élections présidentielles et législatives, est maintenant tellement peu crédible que le peuple toujours beaucoup plus intelligent que ne le croient les élites a fini par en tirer la conclusion qu'il était inutile de participer à ces mascarades de démocratie que sont devenues nombre de consultations populaires (50 % d'abstentionnistes, 18 % de Françaises et de Français qui ne sont même pas inscrits sur les listes électorales, des votes blancs et nuls qui ne sont pas pris en compte). Tout cela pour dire qu'un parti qui au second tour l'emportera avec 51 % des suffrages exprimés ne représentera en fait guère plus de 20 % des citoyens dont à peine plus de 10 % au premier tour !

Décus par tant de promesses électorales non tenues – mais elles n'engagent, dit-on, que ceux qui les reçoivent – nos compatriotes n'espèrent plus que les politiques – profession qui avec celle de journaliste est la plus dévaluée – soient capables d'apporter des solutions durables à leurs problèmes. La persistance du chômage, le sentiment que leurs enfants auront les pires difficultés à s'en sortir, la peur de l'avenir, l'étalage des richesses des nantis, aux intérêts desquels les élus, surtout de droite mais aussi pour certains de gauche, apparaissent souvent comme liés, expliquent ce désenchantement qui aujourd'hui se traduit par l'abstention et qui demain redonnera naissance à de nouvelles jacqueries !

Un temps encore, le pouvoir, en connivence avec les médias, pourra faire croire que, crise oblige, il n'y a pas d'autre politique possible que celle qui est actuellement menée, l'opposition prétendra le contraire. Si le premier gagne, tout continuera comme avant, si la seconde l'emporte très vite la situation redeviendra analogue jusqu'à l'explosion finale. Déjà les indignés donnent dans une faible mesure une idée

LE TEMPS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EST SANS DOUTE DÉPASSÉ...(SUITE)

de ce qui pourrait advenir le jour où 99,99 % de la population c'est-à-dire la quasi-totalité des citoyens exceptée l'oligarchie ploutocratique qui possède presque tout (6.400 personnes au total représentant 500 familles) et qui manipule à son service pouvoirs et médias soit un jour submergée ici comme ailleurs par un véritable tsunami du ras-le-bol né de la société civile.

Ne parlons plus de partis, les partis étymologiquement séparent. Or nous avons besoin plus que jamais d'union, sur base de liberté et de responsabilité, de solidarité et de justice, d'égalité des chances, d'intégration crédible pour les plus démunis.

Nous avons besoin de « parler vrai », ce qui devant des médias aux ordres, chargés d'anesthésier le peuple à l'aide d'émissions débiles (*Panem et circenses*), est plus facile à dire qu'à faire.

Nous avons besoin d'une mobilisation générale où tous ceux, hommes et femmes de bonne volonté, qui jusqu'alors se disaient de droite, de gauche, du centre, des extrêmes, voudront bien se rassembler sans ostracisme pour ENSEMBLE rebâtir une Nation équitable au sein d'une Europe revivifiée.

Nous avons besoin d'échanger, de trouver des solutions acceptables par le plus grand nombre, de réunir sous nos valeurs républicaines tous ceux Français et étrangers qui vivent sur notre sol s'engagent à respecter nos lois. Nous avons besoin de donner l'exemple d'une société équitable sachant exiger de chacun selon ses capacités et récompenser chacun selon ses mérites.

Les intelligences ne manquent pas, la volonté de s'en sortir non plus. Mais le système est bloqué.

En effet, les partis font la loi. Ils ne représentent réellement que quelques milliers de militants mais s'arrogent le droit, dans un touchant ensemble, de disposer des investitures, de l'aide financière de l'État, des ressources occultes des grands groupes, des médias, des institutions.

Vous voulez participer au sauvetage du Pays ?

Si la crise traîne un peu, couvant sous la cendre des attermoissements des sommets successifs, on ira sans doute jusqu'aux élections présidentielles de mai 2012 mais ensuite rien ne sera joué.

Nicolas Sarkozy ou François Hollande avec, entre les deux tours, un éventuel *remake* de 2002 : rien ne changera vraiment, non qu'ils soient incapables mais parce qu'ils sont prisonniers du système et de ceux qui les soutiennent.

Les candidatures des autres Bayrou, Joly, Mélenchon, Le Pen, Morin... inutiles dans ce scrutin uninominal à deux tours, aideront certes ces groupes politiques à compter leurs voix ne serait-ce que pour encaisser aux législatives qui suivront les fruits de leurs profitables investissements (les partis, sans parler du remboursement plus que généreux des frais de campagne, perçoivent en effet en fonction des résultats obtenus aux législatives 1,63 € par voix chaque année pendant cinq ans + 50.000 € environ par parlementaire élu).

C'est alors qu'il faudra, constatant très rapidement qu'une fois de plus tout est pareil, que tous ceux qui aiment la France et qui veulent l'empêcher de sombrer s'unissent, là où ils se trouvent, pour que, hors des affrontements des égos, dans un esprit de dialogue et de concertation, tous les Républicains soient capables de ramener le Pays vers des eaux plus calmes, oubliant délibérément les étiquettes qui hier les divisaient, en parlant vrai, d'une même voix, celle de la fraternité.

Attention ! Aucun rassemblement aussi largement mobilisateur ne pourra naître sous la férule d'un *leader* politique quel qu'il soit car, dans un mouvement en formation, la désignation d'un chef ne doit en aucun cas apparaître comme une décision « a priori ». Elle ne peut être que le choix ultérieur fait le moment venu par la masse qui reconnaîtra en son sein celui ou celle qui pourra le mieux incarner ses aspirations tout en sachant que cette masse désire participer, forger son propre destin et non s'en remettre à un hypothétique sauveur. Mais à l'heure des réseaux sociaux tout devient possible.

Que cherchent-ils donc en effet ces innombrables

LE TEMPS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EST SANS DOUTE DÉPASSÉ...(SUITE)

bateleurs d'estrades, qui avant longtemps ne pourront dégager une majorité en dehors des deux mastodontes durablement en place malgré l'échec patent de leurs politiques successives ?

À faire parler d'eux ? À vivoter au gré des campagnes ? À se rassasier de leurs apparitions sur les chaînes de télé ? À jouir d'un salaire confortable et d'une copieuse retraite sans parler des mille petits avantages de la vie d'élus ? Pour quoi faire ?

L'histoire ne se souviendra guère du passage de cette petite troupe. Dommage car parmi eux beaucoup auraient pu servir et être utiles à la France s'ils avaient recherché le bien public et non leur intérêt personnel.

Si l'UMP l'emporte, l'impossibilité constitutionnelle de réélire le président sortant pour un troisième mandat créera dès 2012 des tensions centrifuges parmi les prétendants au trône. Si le Parti Socialiste est vainqueur la conjonction des forces conservatrices ne lui favorisera guère la tâche. On a vu dans le passé ce que cela avait donné.

Car le plus fort dans tout cela c'est qu'à part une minorité de super nantis qui sont aux commandes dans la lumière ou de façon plus occulte, une bonne moitié des Français, surtout parmi ceux qui se disent de droite croit avoir intérêt à faire cause commune avec ces eux. Ils n'acceptent pas l'idée de se retrouver sur les mêmes bancs que les *leaders* d'extrême gauche ou du Front National et on les comprend tant les discours des extrêmes se rejoignent dans la négation de l'autre.

Qu'ont-ils pourtant à voir ces 64 millions de Français avec ceux dont le patrimoine excède 50 millions d'euros ? On leur fait croire, c'est tout, que leurs destins sont liés ! Entre Bernard Arnaud (21 milliards d'€) et le pauvre Jean-Paul Gauthier (60 millions d'€) 500 familles parmi lesquelles de nombreux inconnus se situent entre ces deux extrêmes (<http://www.challenges.fr/classements/fortune>).

Or, l'essentiel est que la politique de la France ne se fasse pas à la corbeille comme l'avait pourtant si bien dit le Général.

Pas besoin de guillotine ! Ceux qui veulent partir partiront le jour où le gouvernement du renouveau sera en place. En réalité ils l'ont déjà fait, Mulliez (*Auchan*) est en Belgique, Peugeot en Suisse. Les exilés fiscaux sont légion y compris parmi les chanteurs connus et les vedettes du sport. Un Gouvernement des Sages n'a pas besoin de boucs émissaires. Reconnaître les mérites et les récompenser largement doit rester possible sans affamer les plus humbles.

Quand on entend une célèbre enseignante de la grande distribution vanter ses efforts pour promouvoir le pouvoir d'achat des Français que ne commence-t-elle à en finir avec cette pratique odieuse qui consiste chez elle à recruter des caissières à mi-temps souvent obligées de revenir deux fois par jour pour 500 € par mois.

Une réforme fiscale est certes nécessaire. Un impôt sur le revenu progressif, touchant toutes les classes sociales au-dessus du SMIC, incluant les revenus financiers aussi bien que ceux du travail. Un impôt sur le patrimoine au-dessus de 100.000 € à taux faible mais n'exonérant aucun type de biens (toiles de maîtres, actions de société, collections...). Une TVA sociale favorisant l'exportation de nos produits tout en faisant contribuer les importations à la solidarité nationale.

Une réforme de l'éducation, commençant dès l'école maternelle, pour en finir avec ces jeunes qui sortent sans diplôme ne maîtrisant même pas les savoirs fondamentaux, pour mieux intégrer les enfants d'immigrés, pour préparer une orientation responsable des jeunes selon leurs désirs et leurs capacités, pour les former aux métiers dont le pays a besoin, pour donner à tous l'accès au savoir et à la culture.

Une réforme de l'entreprise pour réhabiliter l'association capital-travail, lutter contre une désindustrialisation coupable aux seuls profits d'une minorité, favoriser l'innovation garante des succès de demain, offrir à chacun avec son salaire quotidien sa dignité quotidienne.

Une lutte contre les gaspillages notamment dans

LE TEMPS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EST SANS DOUTE DÉPASSÉ... (SUITE)

les dépenses publiques sans sacrifier la qualité du service rendu au public, par plus de simplification, plus d'intelligence, moins de corruption, plus de contrôle *a posteriori*, une lutte contre les gaspillages énergétiques en retrouvant un mode de vie plus économe pour la planète.

La promotion d'une Europe confédérale forte qui à l'heure des continents organisés s'ouvrant sur une plus large participation de nos voisins de l'Est avec qui nous partageons une histoire et une culture millénaire et qui, avouons-le, regorgent des réserves énergétiques qui nous manquent nous donnerait demain la parité que nous méritons face aux blocs nord et sud américains, indiens ou chinois.

Une société fondée sur les valeurs humanistes dont la France est le chantre depuis deux siècles, respectant dans tous les domaines la liberté de chacun mais soucieuse de ne permettre aucune dérive intégriste, aucune incivilité, aucun acte délictueux non sanctionné de la Loi, solidaire mais exigeante demandant à tous, notamment aux assistés, selon leurs aptitudes, de participer, là où ils peuvent être utiles, à l'œuvre commune.

Pour vous qui espérez en ce sursaut salvateur, une

seule solution : oublier vos partis d'hier et les cloisons mentales qu'ils ont dressées entre nous, oublier vos étiquettes inadaptées au monde de demain, droite, gauche, centre, extrêmes, oublier vos vieux nationalismes exacerbés que certains confondent avec le noble et généreux patriotisme. L'Union, l'union, l'union !

Un seul Rassemblement : celui des hommes et des femmes de bonne volonté pour chercher ensemble ces voies de l'avenir dans le respect de tous, trouvant à chaque problème une solution acceptable, même si c'est momentanément une cote mal taillée car compromis ne veut pas forcément dire compromission.

Donner à tous ceux qui veulent s'engager la possibilité de servir là où leur compétence sera utile tout en évitant qu'ils s'installent dans un pouvoir inamovible pour profiter de privilèges injustifiés.

Simplifier la vie publique pour la rendre plus participative, plus proche des citoyens, dépoussiérée de tous relents d'ancien régime, au service du Peuple, et faire que chaque élu puisse retourner à sa vie familiale lorsqu'ayant achevé son mandat il passera le témoin à d'autres, avec joie, pour que la démocratie respire et que la France avance. ■

Académie du Gaullisme
B.P. 48, 94700 Maisons-Alfort
acadgaul1@free.fr

BULLETIN D'ADHÉSION 2012 ET D'ABONNEMENT À "18 JUIN"

à retourner à Académie du Gaullisme, B.P. 48 - 94702 Maisons-Alfort

Nom et Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____ Courriel _____

Cotisation + de 25 ans : 35 € • - de 25 ans : 16 € • Couple : 39 € • Membre bienfaiteur : à partir de 75 € (établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme)

ABUS D'ENGAGEMENTS : À RÉFRÉNER

par Paul KLOBOUKOFF



« Engagez vous, rengagez vous ! » appelaient des affiches patriotiques placardées sur de grands panneaux que nous trouvions sur le chemin de l'école dans les années 1940, après la guerre. Aussi, pour nous, s'engager c'était rejoindre l'armée pour défendre notre pays et combattre ses ennemis. La compréhension et l'usage des mots « engagement » et « engagé » n'empruntent plus cette signification que rarement, exceptionnellement. Par contre, ces mots, auxquels le dictionnaire accorde une dizaine de sens proches ou plus éloignés les uns des autres, sont très abondamment ou abusivement employés ces derniers temps, parfois jusqu'à la déraison. S'engager et être engagé est devenu un *must*, une obligation sociale et politique. Citoyenne, diront certains ! Laïque et solidaire, surenchérisent d'autres. Ainsi, les engagés volontaires et conscients de l'être sont légion. Certains aiment bien faire connaître cet engagement censé les valoriser. Ils côtoient des engagés involontaires et ou inconscients, souvent plus discrets, dont la quantité augmente avec les sollicitations dont ils font l'objet.

Nombreux et variés sont les « engagés sociaux », particuliers isolés, en groupements, en mouvements ou en associations. Théoriquement, ces derniers sont chargés d'exprimer, de faire valoir les opinions, les idées et de défendre les intérêts de leurs adhérents. Dans la pratique, l'avis des « engagés dans la bienfaisance » n'est pas forcément demandé par leurs dirigeants chaque fois qu'il est envisagé de prendre une position ou d'engager une action, même si celles-ci pourraient être contestées par de gentils membres. La matérialisation de l'engagement prend le plus souvent la forme d'un soutien financier, cotisation ou autre don d'argent, celle de bénévolat et/ou de participation à des manifestations organisées pour faire avancer de bonnes causes ou en faire reculer de mauvaises.

Pour des médias écoutés ainsi que des politiciens, des vedettes et d'autres acteurs portant haut les revendications, le diagnostic vital est engagé : l'État, malade, moribond, impuissant ou incapable, ne donne et ne fait pas assez pour « aider » la recherche et la lutte contre le cancer, contre le SIDA et les maladies orphelines, pour les handicapés, pour les sans-logis, pour les restos du cœur et les banques

alimentaires, pour assurer un niveau de vie « décent » aux plus pauvres, pour l'éducation et le soutien scolaire, pour les enfants, pour la défense des espèces en voie de disparition, pour l'aide humanitaire à l'étranger, etc. Et la longue liste s'allonge chaque semaine. Tandis que la dette publique explose et que les ressources allouées au « social » ne suivent pas les besoins exprimés en forte croissance. Alors, le secteur privé, les particuliers et les familles, ainsi que de méritantes entreprises, doivent compenser ces défaillances et s'engagent davantage dans la bienfaisance. Il faut dire aussi que les campagnes de mobilisation et de sollicitations se multiplient et s'intensifient. Car selon des spécialistes de la question, « il ne faut pas cesser de secouer le public pour obtenir de bons résultats ». Tout cela fait aussi partie du « modèle social » français, « exemplaire, envié », dont les gouvernants politiques et leurs adversaires nous rebattent les oreilles et qu'ils prétendent tous défendre becs et ongles. S'en rendent-ils compte ?

D'un autre côté, beaucoup de ménages sont engagés, en sont plus ou moins conscients et/ou ne le proclament pas. Parmi les engagés les plus lourds se trouvent les acheteurs d'un logement qui contractent un emprunt remboursable en quinze, vingt ou vingt-cinq ans, voire plus s'ils sont jeunes. Un engagement qui oblige durablement à des sacrifices et les prive d'une partie de leur liberté. En raison du chômage ainsi que de l'instabilité des couples et des familles, notamment, cet engagement est à l'origine de graves difficultés, imprévues, parfois insurmontables. Les acquisitions à crédit de biens durables et de matériels audiovisuels, ainsi que d'autres biens et services, d'ailleurs, constituent des engagements de même nature, qui conduisent plus souvent qu'il ne faudrait, hélas, au surendettement. Et le crédit *revolving* est là, inébranlable malgré toutes les critiques qui lui sont adressées, pour faciliter et prolonger ces engagements et leurs conséquences.

Il y a aussi les engagements que nous prenons en souscrivant des abonnements indispensables : pour la fourniture de l'électricité, du gaz et de l'eau, à des conditions ne dépendant que des fournisseurs et de l'État, pour le téléphone, pour les assurances (obligatoires) de nos habitations et de nos voitures, ainsi que pour les mutuelles santé. Nous pouvons

ABUS D'ENGAGEMENTS : À RÉFRÉNER... (SUITE)

ajouter les contrats, plus volontaires, de location de matériel et de fourniture de services audiovisuels, d'accès à des chaînes de télévision, Internet, Iphone... et de multiples nouveautés, vrais « bijoux technologiques », qui naissent chaque jour. L'abonnement, dont le montant tend à enfler dans les factures, est le procédé le plus utilisé pour « fidéliser » la clientèle avec le paiement fractionné, souvent mensuellement, son complément d'objet direct. Ce dernier rend, en apparence, les versements moins douloureux et, dans une certaine mesure, inconscients lorsqu'ils sont effectués par prélèvement automatique. L'abonnement quasi obligatoire était déjà d'un usage répandu pour les services de maintenance et d'entretien. Il a fait école. Au point que même les associations caritatives et les œuvres charitables, qui sollicitaient de façon répétée des dons, vous convient également à souscrire des « abonnements » avec prélèvements périodiques automatiques. Sur Internet, aux ventes d'ouvrages se substituent des abonnements à des services comprenant la télétransmission de documents et d'avis périodiques. C'est plus lucratif. Ainsi, l'engagement par abonnement est omniprésent. Il progresse, prospère et se présente comme une formule commerciale d'avenir. Pour être de bons clients fidèles, les chalands doivent être engagés.

En politique, J.-P. Sartre n'a pas été le premier et le seul à prôner l'engagement, mais son attachement au communisme l'a aveuglé et conduit à soutenir, bien au-delà de la raison ordinaire, le stalinisme et l'oppression qui a sévi et fait des ravages en URSS et dans ses satellites d'Europe de l'Est. Il peut être considéré comme un modèle, un prototype de l'inconditionnalité à laquelle peut mener l'engagement idéologique et politique partisan... pour une très mauvaise cause dans son cas. Et l'inconditionnalité est bien un danger encouru lorsque l'engagement est prononcé. Ennemi de la paix sociale, il peut alors aussi porter des germes de la division, de l'hostilité entre des groupes ou des familles de citoyens du pays. Il bannit l'objectivité et la lucidité. Il est trop fréquemment nuisible en France. Plus de sérénité favoriserait l'entente pour la vie en commun et la concertation pour de meilleurs choix.

Depuis l'après-guerre, et plus encore après 1968, l'engagement pour son parti et ses actions n'a fait que se répandre, croître et embellir. Généralement relativement discret du côté droit (honte de ses opinions ou crainte de malveillances ?), il est plus délibérément affiché à gauche, notamment devant des adeptes et des prédisposés. Dans

certain milieux, artistiques, intellectuels, associatifs, enseignants, de « l'information », il est particulièrement bien vu de révéler sans fausse pudeur ses inclinaisons. Cela peut être presque une obligation. Mais cela peut aussi provoquer du plaisir, de la fierté, attirer des sympathies recherchées et faire des émules.

Pour estimer les nombres d'engagés dans les partis politiques, on peut essayer de décompter les « militants », adhérents « encartés » à jour de leurs cotisations. Selon *Wikipédia*, l'UMP en comptait 335.000 en janvier 2007 et 236.341 en novembre 2010. Au moins 100.000 adhérents de 2007 n'étaient pas des inconditionnels puisqu'ils n'ont pas renouvelé ou prolongé leur engagement. Le PS connaîtrait le même type de volatilité : 133.831 adhérents à fin 2005, 232.511 en novembre 2008 (selon le *Canard enchaîné*) et 203.000 en novembre 2009 (d'après la direction du parti), dont 48.000 « inactifs » n'ayant pas payé leur cotisation pendant deux ans. On peut voir ici que l'acte basique de l'engagement est le versement renouvelé d'une cotisation. Noble et généreux ! Deux chiffres de plus : le PCF revendique 138.000 adhérents et le FN 40.000 en juin 2011. Entre les différents partis, il semble y avoir un nombre fluctuant de moins de 1.000.000 militants. Est-ce beaucoup par rapport à l'effectif des 44 millions d'électeurs actifs et potentiels ? Largement suffisant, en tout cas, pour qu'avec l'aide des médias ils mobilisent en permanence l'attention du public. Souvent pour des futilités et avec force répétitions. Et l'approche des élections présidentielles puis législatives redonne aux engagés une motivation pour prêcher, médire et désinformer. En effet, les partisans inconditionnels manquent de recul pour rechercher sereinement des solutions aux problèmes les plus graves.

Avec la crise actuelle, la situation peut apparaître désespérée car aucun des protagonistes n'est en mesure d'imaginer comment nous (France et pays occidentaux) pourrions asseoir notre développement autrement qu'en spéculant sur d'hypothétiques recettes futures et en continuant à nous surendetter. Alors il ne reste plus qu'à attaquer, critiquer, dénigrer les concurrents et faire de la surenchère. Démocratiquement.

Cela n'empêche pas les candidats, leurs états-majors et leurs paroliers de multiplier les engagements en tous genres, le plus souvent irréalistes, au moins pour trois raisons. Les résultats dépendent de nombreux facteurs étrangers sur

ABUS D'ENGAGEMENTS : À RÉFRÉNER...(SUITE)

lesquels la France n'a pas de prise (ou très peu). On le voit très bien avec les échecs des conférences internationales pour la défense de la planète et contre le réchauffement climatique dont les échéances décisionnelles ne cessent d'être reportées. Les états hésitants ou récalcitrants sur les restrictions des émissions de gaz à effet de serre s'engagent à s'engager ou à se désengager... dans quelques années, à un prochain rendez-vous. Prometteur ! Edifiant. Et que dire du refus persistant d'instituer au niveau international (et pas seulement français ou européen) une taxe sur les transactions financières spéculatives ? Et ce malgré les multiples « réunions aux sommets » des chefs d'état, dont ceux-ci sortent souriant, triomphant et se congratulant.

Une deuxième raison est le refus d'avouer que la France et le monde occidental sont engagés avec la globalisation dans une spirale rapprochant leurs niveaux de vie de ceux des pays émergents et que, pour nous, ce nivellement tire les emplois et les revenus vers le bas. Car en matière de niveau de vie nous sommes encore bien au dessus de redoutables concurrents ; et en matière de compétitivité, nos coûts de production le sont souvent aussi. Les délocalisations sont là pour nous le rappeler. La fabrication d'avions, de bateaux de plaisance, de vins de renommée, de parfums et d'autres produits de luxe, de standing ou haut de gamme, produits « d'excellence » à forte valeur ajoutée (dit-on) sont loin de suffire à créer et à préserver le grand nombre d'emplois nécessaires. De plus les Chinois et les autres grands acheteurs étrangers s'approprient rapidement les technologies courantes et celles de pointe (avec l'aide des sociétés occidentales exportatrices en quête d'immenses « marchés porteurs ») rendant leur offre plus performante sur tous les terrains. Les stratégies de nos stratèges n'en semblent pas affectées outre mesure. La fuite en avant continue... et le chômage déborde.

Une troisième raison est le défaitisme de nos dirigeants politiques de droite et de gauche, ainsi que de puissants financiers et patrons. C'est la peur, le refus de prendre résolument en mains notre propre destin ; c'est l'accrochage fébrile à deux bouées de sauvetage, l'Union européenne et l'euro... Plombées, hétérogènes et aux lendemains incertains. Des arches de Noé dans la tempête avant le déluge. Cela, au prix de la perte de notre souveraineté. À celui de notre soumission à l'Allemagne, présentée comme le paratonnerre et le parapluie qui peuvent nous éviter de nous mouiller. Pourtant, chacun devrait savoir que personne ne fera à notre place les efforts et les sacrifices

que nous devons consentir, volontairement. En tout cas pas gratuitement, sans arrières pensées, sans contreparties.

Et notre président, Nicolas Sarkozy, a contribué à placer la France dans l'inconfortable position de quémendeur désespéré, menacé de perdre son triple A, aux pieds de l'Allemagne et d'Angela Merkel dont l'intransigeance peut prendre appui sur notre aveu de faiblesse. Dès 2007, les choses ont été mal engagées. NS a engagé la France bien au-delà de ce que les Français désiraient et, même, contre ce qu'une majorité des électeurs avaient choisi lors du référendum de 2005. À l'approche de la présidence française de 2008, NS a voulu apposer son empreinte sur la relance de l'UE, alors encore en panne, et donner des gages de son dévouement à celle-ci. Oubliant ses engagements antérieurs, il a fait en sorte d'imposer aux Français l'adoption du fameux « mini traité » européen par le Parlement (avec la complicité des élus socialistes qui ont voté pour) et non par référendum. Depuis, il a déployé ses zèles pour ancrer la France dans l'UE. Il a profité de la récente grande crise pour enfermer davantage la France dans une Europe de plus en plus fédéralisée et germanisée où les mots clés sont « convergence à tout va »... Toujours avec l'approbation des socialistes et avec la propagande promotionnelle des *zélites* ainsi que des médias. Je ne me souviens pas que les citoyens l'aient mandaté pour ce type d'engagements en mai 2007. Ni pour placer les populations et les États de la zone euro et de l'UE sous la férule du couple germano français, dominé et contrôlé par Angela Merkel. Pour nous sauver ? Ou pour se sauver en 2012 ? Avec un nouveau mini traité européen ? Des motivations politiciennes liberticides dangereuses se cachent derrière ces engagements de notre avenir. Peu s'en émeuvent et tout (et n'importe quoi) est affirmé pour les garantir inévitables, sans alternatives et bienfaisants pour la France et les Français. Toute autre position est politiquement incorrecte. Et pas touche à mes Teutons ! Montebourg en sait quelque chose.

Ceci dit, les élections présidentielles de mai 2012 ne se gagneront pas sur l'Europe (PS et UMP n'ont, d'ailleurs, pas de désaccord majeur sur ce terrain), mais sur la France et ses problèmes. D'ici là, une partie des tenants insistants des harmonisations, à commencer par l'uniformisation des fiscalités, se rendront peut être compte que cette uniformisation est synonyme de la détermination de nos recettes fiscales, non pas par nos gouvernants nationaux et locaux associés à nos parlementaires, mais sur décisions

ABUS D'ENGAGEMENTS : À RÉFRÉNER...(SUITE)

des Autorités de l'UE qui fixeront les assiettes et les taux de nos impôts. Réflexion, donc ! Un tel engagement, qui aggravera les difficultés des états les moins résistants, privera entièrement de liberté notre pays. Il ne doit pas être pris à la légère dans un moment de panique, passager, espérons-le

Sur les thèmes écologiques, les engagements fleurissent en toutes saisons. Il faut, en particulier, vibrer pour les énergies renouvelables et condamner le nucléaire. Accompagnant le mouvement, maintenant devenu incontournable, l'Allemagne s'est engagée à se désengager du nucléaire. Voilà qui est clair et précis ! À peu près autant que chez nous.

D'un autre côté, le bio étend rapidement son petit royaume. Cependant, bavure impardonnable, cinquante agriculteurs s'engagent pour produire du maïs transgénique. Très incorrect ! Mais ils ne seront pas les seuls.

À propos du projet écolo 2012 validé par EELV, le site *actu.orange.fr* sous-titre le 17/12/2011: « *Eva Joly a promis samedi de créer jusqu'à un million d'emplois grâce à « l'économie verte »...* ». Ce nombre élevé d'emplois peut impressionner. Mais il n'est attendu qu'en 2020, soit dans huit à neuf ans. Que vaut un engagement sur une aussi longue durée ? De plus, la candidate citée n'a aucune chance d'être élue présidente, ni même de figurer au second tour. Enfin, à moins qu'il ne s'agisse d'emplois publics ou « aidés » (avec quels moyens financiers ?), ce sont les entreprises qui créent les emplois. A condition que cela soit rentable pour elles. Ce qui, sans fortes subventions, ne paraît pas assuré.

Les Verts ne sont pas les seuls à lancer des engagements auxquels il est aussi difficile de croire. Il y a beaucoup de candidats déclarés ou attendus pour les joutes présidentielles. Des candidats qui ne feront pas de scores à deux chiffres et qui ne pèseront sans doute pas de façon déterminante sur les événements futurs. Mais qui se croient obligés de se mettre dans la peau d'un futur président pour présenter leurs points de vue et leurs meilleurs vœux avec des « engagements » qu'ils n'auront aucune obligation de tenir. Ce sont le multipartisme et la démocratie, les libertés de pensée, d'expression et de choix qui le veulent. Doit-on pour autant ne prendre en considération que les promesses et les engagements des seuls partis susceptibles d'accéder au pouvoir et/ou d'exercer une influence décisive sur les objectifs qu'ils proposent. En fait, c'est ce qui se passe au deuxième tour des présidentielles où l'un

des deux candidats accédera effectivement au pouvoir. Et il est impensable de se passer d'un premier tour auquel tous les candidats et leurs partis peuvent apporter leurs témoignages et défendre leurs idées. Mais, de grâce qu'ils évitent de proférer des engagements qui n'en sont pas ! Qu'ils renoncent aux promesses à horizon lointain (plus de cinq ans, durée du mandat présidentiel) ou n'y recourent qu'à titre exceptionnel. L'alternance existe et, en politique, personne n'est immortel.

Il va sans dire que les engagements pris doivent être respectés s'ils satisfont à l'intérêt général. C'est loin d'être toujours le cas. Pour de multiples raisons. Aussi, la méfiance et l'incrédulité progressent devant des promesses sans crédibilité et sans lendemain. Alors, pourquoi ne pas en limiter le nombre et se concentrer sur les moins irréalistes. La qualité et la vérité valent bien mieux que la pléthore intenable.

Les gouvernants nationaux et locaux sont des champions de l'engagement des dépenses, sans provisions. D'où nos déficits et notre endettement géant. Cette insolvabilité, en partie due à une surestimation assez systémique de la croissance et des rentrées fiscales, pratiquée afin de prévoir d'équilibrer des dépenses incontrôlées, est l'une des causes majeures des dénis d'engagement. La crise actuelle est particulièrement funeste à cet égard. Mais les politiciens « prometteurs » savent aussi, en réalité, à quoi s'attendre en matière budgétaire. Et ils n'en tiennent volontairement pas assez compte. Surtout en période électorale. Il est douteux que l'introduction de la fameuse « règle d'or » dans notre Constitution change significativement les comportements. Dans les prochains mois, la campagne doit, selon les partis, être dominée par la recherche et l'expression de la « vérité ». Nous verrons si l'heure de vérité a sonné ou, si comme jusqu'ici, il y aura plus de vérités diverses et contradictoires que de partis. Engagement partisan oblige !

Aux engagements ici évoqués, pourraient en être ajoutés d'autres, tels : l'engagement syndical, l'engagement religieux, et, au niveau international, l'ingérence dans les affaires de pays étrangers (pour des causes humanitaires, officiellement) et l'engagement presque planétaire du Tribunal pénal international. Est-ce bien utile pour illustrer le fait que nous vivons dans une société animée de façon désordonnée par une surabondance d'engagements de toutes sortes. L'usage démesuré de ce mot conduit à le priver de signification précise et de portée réelle. « Trop d'engagements » tue l'engagement ! Il vaut donc mieux se réfréner, ne pas en abuser. ■

SALAH HAMOURI ENFIN LIBRE !

par LUC BEYER DE RYKE



« *Il faut sauver le citoyen Salah Hamouri* », titrions-nous dans la dernière *Lettre du 18 Juin*. C'est chose faite. Françoise Germain-Robin et moi-même

avons vécu ensemble avec sa famille sa libération et son retour. Les Hamouri habitent Jérusalem. Mais pour arriver chez eux il faut franchir le point de contrôle de Kalendia. Ce qui fait qu'on se trouve dans un quartier bordé par le mur et ses hautes parois de béton enluminées par de tags et de slogans où habitent 50.000 personnes soumises à la police et à la sécurité israélienne.

C'est à Kalendia que Salah Hamouri fut arrêté pour être passé six mois plus tôt nuitamment avec un ami devant le domicile d'un rabin extrémiste. Il fut accusé de préparer un attentat. Ce qu'il a toujours nié et continue à faire. Reste qu'on lui donna le choix à lui et à son défenseur Léa Tsemel, avocate israélienne, se déclarer innocent et être condamné à quatorze ans de prison ou s'avouer coupable et s'en tirer avec sept ans. Léa Tsemel, en son nom, plaida coupable pour diminuer de moitié la peine de son client. La détention qui vient de s'achever commença le 13 mars 2005. Elle fut dure. Parfois inhumaine.

Interrogatoires sans sommeil durant des jours, transfert de prison en prison, périodes d'isolement.

Ajoutons que jugement et condamnation ont été prononcés par un tribunal militaire siégeant en toute illégalité en territoire occupé.

La journée la plus longue

Françoise et moi avons vécu en compagnie de la famille de Salah la journée tant attendue. Il y a Denise, la mère, professeur de français au collège des Frères ; le père qui, lui, est palestinien ; Caroline, dix-huit ans, étudiante en journalisme à Birzeit ; Amir, dix-sept ans, terminant son secondaire chez les Frères. Dans le salon où il fait froid, comme souvent en hiver dans les maisons mal chauffées des pays du sud. Partout, aux murs, sur les meubles, des photos du fils prodigue.

Dans la rue, au balcon, on a déroulé des banderoles.

Devant la maison une tente attend des parents et amis. La journée s'étire. Lentement. Interminablement. Salah doit être libéré à la tombée de la nuit. Où ? Le père sera prévenu peu avant par téléphone. Seuls les parents auront le droit d'aller le chercher.

Les ombres du soir s'étendent. Les journalistes commencent à arriver. Parmi eux, Charles Enderlin de *France 2*. Le salon devient une ruche bourdonnante. À chaque coup de téléphone on s'agite. La tension monte. Un nouvel appel, c'est le bon. Pendant que les parents s'engouffrent dans leur voiture et que dans la rue on commence à se presser, arrive le consul général de France. Après une heure d'attente et une rue devenue noire de monde on entend des klaxons. Ce sont eux.

Salah est tiré de la voiture, hissé sur les épaules. Du haut du balcon nous discernons une silhouette ondulante au rythme d'une procession bruyante, cahotante et des clameurs de joie assourdissantes.

Le voilà enfin, franchissant la porte. Il est revenu. Il est chez lui. Sa nouvelle vie commence.

Une chape de plomb : l'occupation

Au loin, près du barrage de Kalendia, la nuit est illuminée d'un feu d'artifice. Les bleues, les vertes, les jaunes, les rouges célèbrent la libération de Salah et celles des cinq cent quarante-neuf prisonniers relâchés avec lui. Il en demeure cinq mille toujours incarcérés.

Cette soirée faite d'angoisse et de joie fut ternie par des incidents violents. Devant la prison d'Ofer la foule empêchée d'approcher fut repoussée sans ménagement par l'armée. Lacrymogènes, bousculades, matraquages firent plusieurs blessés.

À tel point que le secrétaire général de Nations unies s'en est ému condamnant « *tant de violence inutile* ».

Salaf Amouri est libre, mais la violence qui entraîne tant de violences subsiste : l'**Occupation**. ■

Compte rendu du dîner-débat du 13 décembre 2011

en présence de Françoise GERMAIN-ROBIN et Amir ALFARGE

**BASSIN MÉDITERRANÉEN, EUROPE ET ÉTATS-UNIS,
QUELLES POLITIQUES, POUR QUELS BUTS ?**

par Christine ALFARGE

**Une aire géopolitique extensible.**

La Méditerranée s'articule principalement autour de quatre grands nœuds stratégiques que sont le détroit de Gibraltar, le canal de Suez, les détroits du Bosphore et des Dardanelles et le détroit de Sicile. Au-delà de cette délimitation géographique, si on prend en compte les facteurs explicatifs (politique, militaire, économique, culturel), on obtient une aire géopolitique très extensible de la Méditerranée délimitée comme une vaste zone s'étendant entre l'Europe, le Sahara africain, le golfe arabo-persique, la mer Caspienne, la mer Noire et le Caucase. Un sixième du commerce mondial ainsi qu'un tiers du trafic pétrolier passent par cette mer, ce qui crée forcément des tensions. Egalement 20 % du pétrole consommé aux États-Unis passent par cette zone, qui présente le pourtour méditerranéen comme un axe de pénétration euro-asiatique. La Méditerranée, qui représente 28 % du produit intérieur brut mondial, est aussi « une zone de crises » confrontée particulièrement au conflit du Proche-Orient, à la décolonisation inachevée du Sahara occidental et aux tensions entre la Grèce et la Turquie.

La Méditerranée comme espace géostratégique.

Il n'est pas possible de parler de l'histoire de la Méditerranée sans évoquer le colonialisme au XIX^e et XX^e siècles. Cet expansionnisme méridional concerne avant tout les deux puissances européennes de l'époque : la France et la Grande-Bretagne. Si Paris prend pied au Maghreb, Londres se tourne davantage vers la partie orientale du bassin.

Après la première guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne se partagent les dépouilles de l'empire ottoman, à travers les accords secrets de Sykes-Picot du 9 mai 1916. La seconde guerre mondiale sonne l'heure des indépendances et de la décolonisation sur la rive Sud, période qui s'étale jusque dans les années 1960. C'est le commencement de l'actuelle fracture Nord-Sud et la montée des contrastes des conditions de vie entre les deux rives.

La période de la guerre froide de 1947 à 1989.

Dans cette période de guerre froide, la Méditerranée illustre

parfaitement le jeu dialectique des rapports de force et de la rivalité entre Moscou et Washington. De 1947 à 1989, les deux superpuissances s'affrontent par adversaires interposés et l'espace méditerranéen, par l'importance géopolitique qu'il revêt (couloir de communication, transit du pétrole, lieu de contact entre l'Occident et le monde arabe), constitue un enjeu stratégique majeur dans la configuration bipolaire du monde. La Méditerranée offre en effet un champ de manœuvres considérable aux deux blocs. L'OTAN développe son système de sécurité du « Flan Sud » : dès 1946, les Américains installent leur VI^e flotte dans le bassin pour contrer les forces navales soviétiques (*Eskadra*) venues infiltrées elles aussi les eaux méditerranéennes.

La crise de Suez en 1956, qui redistribue les cartes en Méditerranée et au Moyen-Orient, provoque une accélération de la mainmise géostratégique russe et américaine dans la région. convoitée, la Méditerranée endure les stratégies dynamiques des deux blocs : pacte de Bagdad en 1955, doctrine Eisenhower en 1957, alliances stratégiques dans la région, course aux armements, exploitation des mouvements de décolonisation par les soviétiques et leurs stratégies dans les guerres israélo-arabes.

La fin de la guerre froide est officialisée à Malte les 2 et 3 décembre 1989 entre le président américain Bush senior et le *leader* soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Les traces laissées par la période de guerre froide sont abondantes. La plus visible est sans doute le *leadership* de la puissance américaine sur le bassin méditerranéen depuis le début de la décennie 1990, aidé il est vrai par la guerre du Golfe qui repositionna encore un peu plus le maillage géostratégique de Washington dans la région.

L'approche européenne et américaine.

L'Union européenne a certainement beaucoup de domaines qu'elle partage avec les États-Unis, l'UE et les USA, agissant pour leurs intérêts, en travaillant ensemble, mais l'UE doit aussi déterminer des espaces qu'elle ne partage pas avec les États-Unis d'Amérique touchant à ses propres intérêts.

BASSIN MÉDITERRANÉEN, EUROPE ET ÉTATS-UNIS. QUELLES POLITIQUES, POUR QUELS BUTS ?...(SUITE)

Alors que l'Union européenne opte pour des stratégies globales sur l'ensemble du bassin méditerranéen par la création d'un espace d'économies stables avec les voisins du sud en fonction de ses propres intérêts, l'intérêt des USA en Méditerranée se distingue absolument de celui de l'UE car pour les Américains, la Méditerranée est un axe de pénétration dans la zone euro-méditerranéenne. C'est un accès aux ressources pétrolières et un accès permettant la sécurité d'Israël. Donc Il n'y a pas d'intérêt de voisinage. Tout ce qui est développement durable et sécurité de la Méditerranée n'est pas dans la priorité des Américains. Autrement dit, la vision américaine, semble moins figée mais plus sélective. Cette tendance à la sélection s'illustre, comme dans d'autres régions du monde d'ailleurs, dans le choix délibéré de distinguer entre États amis et États voyous. Ce manichéisme, qui répond aux seuls intérêts américains, est à la source de leur système relationnel en Méditerranée.

Le projet américain « *greater middle east* » et l'islam.

Bien que regroupant l'ensemble des États sud-méditerranéens et plus largement la majorité des pays musulmans d'Agadir aux montagnes afghanes, ce projet n'est en réalité qu'un appareil pour masquer l'incapacité des États-Unis à agir efficacement dans ce vaste espace du monde, selon Françoise Germain-Robin : « *Une chose est claire à la fois pour l'Europe et les États-Unis qui ont été dépourvus de ce qui s'est passé lors des révoltes arabes créant un moment de surprise dans l'attitude des dirigeants. Les équilibres régionaux sont la hantise des américains, ils veulent régler ce problème depuis longtemps afin de poursuivre leurs objectifs notamment le pétrole et l'influence régionale qu'ils comptent disputer à l'Europe et à la France.* ». Le *greater middle east*, dont le seul dénominateur commun est l'islam, est non pas une action mais une réaction à l'impuissance américaine dans la région.

L'Union pour la méditerranée peut-elle devenir une réalité ?

Selon Amir Alfarge : « *L'Union pour la Méditerranée peut devenir une réalité dans la mesure où nous allons voir apparaître dans le monde, trois grands blocs, le bloc Amérique du Nord et Amérique du Sud, le grand bloc asiatique et l'espoir d'un futur bloc euro-méditerranéen dont le projet a déjà commencé avec le processus de Barcelone en 1995 suivi du projet de l'Union pour la Méditerranée.* ». Bien que, le « Processus de Barcelone »,

se soit terminé par une série d'initiatives préparatoires, la stratégie européenne a essayé de mettre en œuvre pour la première fois à long terme des coopérations entre les deux rives de la Méditerranée incluant un accord sur un projet de « partenariat global », qui comprend un accent particulier sur la « société civile » et la dimension culturelle. Mais ce processus s'est heurté à l'échec du projet visant à résoudre le conflit israélo-palestinien, et la pression croissante de la stratégie des États-Unis sur la Méditerranée, par l'Organisation du Traité Atlantique Nord.

L'Union pour la Méditerranée lancée sous l'impulsion française visant à intégrer les Européens et les habitants des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée pour constituer un ensemble d'un milliard de personnes vers 2030-2040, incarne cette volonté politique de relancer le partenariat euro-méditerranéen afin de réaliser des projets communs basés sur le co-développement. Plusieurs réflexions sont menées sur des enjeux incontournables tels que la question de l'énergie, celle d'une institution financière euro-méditerranéenne ainsi que sur la création d'une agence méditerranéenne de l'eau et la mise en place de mesures sur l'emploi et l'alimentaire, destinées à l'amélioration des conditions de vie des populations afin de diminuer les flux migratoires entre l'Afrique et l'Europe. Le fondement de la stabilité en Méditerranée passe par le règlement des problèmes sociaux et économiques des citoyens.

Le destin de l'Union européenne est lié à celui des pays du sud de la Méditerranée. Il est important de comprendre que le renforcement de la coopération économique euro-méditerranéenne est nécessaire pour construire un territoire stable et durable. Parti de Tunisie fin 2010 avec une ampleur plus ou moins grande selon les pays, un vent de démocratie a soufflé sur le monde arabe. Dans ce contexte évolutif sur les plans politique, économique et géostratégique s'inscrit une nouvelle donne dans l'espace moyen-oriental notamment sur les grands enjeux territoriaux, sécuritaires et énergétique existants ou à venir. L'Europe, sera-t-elle moins soumise aux intérêts des États-Unis, plus disposée à un dialogue sur un pied d'égalité avec le monde arabo-musulman ? Quelle sera une politique française dans un nouveau monde arabe dont il faudra toujours avoir à l'esprit qu'il demeure une mosaïque de différents pays dans cette zone, chacun avec ses particularités.

Nul doute que la France grâce au Général de Gaulle aura toujours la considération des États et des peuples arabes car il continue d'incarner l'homme qui avait renversé le cours de la politique française et su établir entre eux-mêmes et la France des relations qui ne pouvaient exister tant que durait l'ère de la domination. ■